

René GENDARME
*Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques
de Nancy.*

**LA COMPÉTITION
EST-OUEST
A L'ÉGARD DES PAYS
EN VOIE
DE DÉVELOPPEMENT**

La compétition Est-Ouest à l'égard des pays sous-développés ne concerne que les pays ayant sur le globe une position stratégique. La stratégie est l'art de conduire les forces politiques, morales, économiques dans une guerre moderne. Le pays en position stratégique est donc un pays qui par ses ressources, par sa position géographique, procure aux nations industrialisées les moyens d'accroître leurs forces militaires, politiques, économiques, psychologiques. En période de guerre froide, la situation stratégique d'un pays sous-développé semble dépendre simultanément de facteurs géographiques et de facteurs internes propres au pays considéré.

Les facteurs géographiques conditionnent l'accès aux ressources rares : c'est un débouché sur la mer, la détention d'un canal, la position insulaire... De même, dans la perspective de la compétition Est-Ouest, un pays de marche, c'est-à-dire un pays frontière, sera considéré comme un rempart contre l'expansion de l'autre groupe : par exemple la Turquie, le Cachemire. Ou bien, un pays à position insulaire sous-développé, pourra être considéré comme une base dans la zone d'influence du camp adverse : c'est le cas de Cuba.

En outre, un pays sous-développé possède un rayonnement sur son environnement géographique, la mise en place d'un système économique nouveau dans une zone hostile, permet de démontrer sa supériorité et de faire de « la publicité » pour un bloc. Nous prendrons conscience du fait de la compétition Est-Ouest et nous en apprécierons les conséquences sur la politique économique à suivre.

PREMIÈRE PARTIE

LE FAIT DE LA COMPÉTITION EST-OUEST

La situation stratégique tend à faire d'un pays sous-développé l'enjeu de rivalités étrangères, elle est utilisée dans l'intérêt propre de chacune des puissances de l'un des clans.

A. — *Le pays sous-développé à position stratégique peut être l'enjeu de la rivalité des deux blocs*

Le contrôle d'un pays sous-développé ne résulte que rarement d'un conflit armé. Ce moyen rencontrerait immédiatement la riposte de l'autre bloc. Dans le but d'éviter une aggravation de la tension Est-Ouest, le contrôle doit s'établir par des moyens pacifiques ou non-violents en apparence. Il s'agit, sous couvert de préoccupations humanitaires (élever le niveau de vie, favoriser la croissance, libérer les habitants de la férule des monopoles internationaux, assister techniquement le pays), de s'assurer la fidélité du pays et de renforcer l'effet de domination sur lui. L'esprit de l'aide, théoriquement désintéressé, est totalement transformé dans la perspective de cette compétition ; il n'est plus une aide au sens noble du terme, mais une arme entre les mains de chaque groupe s'affrontant pour satisfaire des intérêts immédiats. Dès lors, les conséquences économiques sont importantes. Le pays sous-développé en position faible, car il doit assurer la formation de son capital, passe en position forte. En effet la formation du capital est l'un des problèmes fondamentaux des pays sous-développés. Si le pays bénéficie d'une aide étrangère, il peut desserrer ce goulot d'étranglement. Ayant une position stratégique il voit se renforcer sa puissance contractuelle. Bien qu'appartenant à un bloc, le pays sous-développé menace de détourner son commerce, de renverser ses alliances si on ne lui accorde pas ce qu'il demande. Considérant la nécessité, pour les pays sud-américains d'augmenter leurs exportations de produits de base, un représentant du Brésil déclarait le 25 novembre 1958, que devant les restrictions progressives des importations des pays du Commonwealth, du Marché Commun et des U.S.A., les pays d'Amérique latine en étaient réduits à la stagnation économique ou à un commerce accru avec la Chine continentale et l'U.R.S.S. Un mois après cette déclaration, un haut fonctionnaire américain se rendait en Amérique latine, avec mission d'information et de développement du commerce avec le Brésil, imité en cela par le Marché Commun.

D'autre part, cette position stratégique permet au pays sous-développé d'utiliser un pouvoir de surenchère. Sa puissance contractuelle est renforcée, mais en se tournant alternativement vers l'Est et vers l'Ouest, il peut obtenir des deux côtés l'aide qu'il désire. Lorsque l'on dresse la liste des pays prêteurs ou donateurs, on remarque une curieuse alternance des deux clans.

L'exemple de la Birmanie est caractéristique. En automne 1955, il y eut un don de l'U.R.S.S., au début de 1956, suivit immédiatement un

prêt des U.S.A. (prêt de la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement, en mai); en janvier 1957, l'U.R.S.S. accorde un nouveau don; fin mars 1957, suit immédiatement un prêt de 42 millions de dollars de la part des U.S.A.; en novembre 1957, nouveau prêt de l'U.R.S.S.; et en décembre 1957, prêt des U.S.A. : l'alternance est remarquable. On pourrait faire la même constatation et en tirer les mêmes conclusions dans le cas de l'Afghanistan et de certains autres pays. Le pays sous-développé ne voit pas seulement sa position renforcée au point de vue du capital, il est également utilisé par le bloc dominant.

B. — *Le pays sous-développé à position stratégique est utilisé par le bloc dominant*

A l'intérieur de chacun des deux blocs, la politique économique applicable au pays sous-développé à position stratégique, poursuit des buts à la fois économiques et militaires.

a) *L'aide militaire.*

L'objectif politico-militaire des U.S.A. est d'empêcher les pays insuffisamment développés d'entrer dans le clan communiste. Trois moyens sont utilisés :

— des traités de défense collective, tels que ceux de l'O.T.A.N. de Rio (groupant 21 nations), du sud-est asiatique (groupant l'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande, la Grande-Bretagne ;

— des traités de défense spéciaux avec les U.S.A. justifiant l'octroi d'une aide militaire spéciale destinée à renforcer l'armée nationale du pays.

— 50 pays bénéficiant d'une aide militaire, bénéficient également d'une aide destinée à fortifier leur économie; cette aide est accordée par l'Intermédiaire du Defense Support ou de l'Organisme chargé de gérer les surplus agricoles des U.S.A.

Il est remarquable que cette aide militaire permette d'avoir une armée qui coûte moins cher; les Américains sont très sensibles à cet argument. D'après leurs calculs, l'entretien de chaque soldat turc coûte aux U.S.A. 105 dollars par an, tandis qu'un soldat américain en Turquie coûtera 6.600 dollars par an. Cette déclaration a été faite par le sénateur Fulton au Sénat en juillet 1957; celui-ci concluait que les Américains avaient avantage à recruter ainsi de nombreux soldats à bon marché.

En ce qui concerne l'aide militaire de l'U.R.S.S., malgré le manque de renseignements, on peut affirmer qu'elle existe. Donc, les vues pacifistes des Russes peuvent être également mises en cause. Des armes sont souvent fournies aux pays sous-développés par les démocraties populaires, notamment par la Tchécoslovaquie qui dispose d'usines d'armement remarquables.

La répartition de l'aide de l'Est est concentrée sur certains pays, notamment sur le Proche-Orient, l'Asie du Sud (Afghanistan).

L'aide militaire accordée soit par l'Est, soit par l'Ouest a pour grave défaut de mettre à la charge du pays sous-développé des sommes hors

de proportion avec son revenu national. Très souvent le pays insuffisamment développé ne peut entretenir une armée importante, mais les dirigeants de ce pays n'ont pas conscience du fait qu'une armée moderne revient très cher (entretien du matériel, exercice de tir, essence exigée par la division blindée, pièces devant être rechangées dans les avions après un certain nombre d'heures de vol...). La Turquie a reçu de 1947 à 1957, 900 millions de dollars des U.S.A. pour couvrir ses dépenses militaires; hors les frais d'entretien de cette armée lui ont coûté deux fois et demi plus. La même observation est valable pour le Pakistan; on peut se demander si, malgré ses effets bénéfiques, cette aide militaire n'absorbe pas des fonds qui seraient plus utiles au développement économique.

La position stratégique du pays sous-développé lui permet de faire pression sur l'un des blocs, de s'adresser tantôt à l'un, tantôt à l'autre pour obtenir des fonds. Parfois cette aide se double d'une aide militaire, qui peut être novice au pays en détournant des sommes importantes, les dirigeants sous-estimant le coût d'entretien d'une armée.

b) Les techniques de domination de l'économie sur un pays sous-développé à position stratégique.

Elles sont différentes selon qu'il s'agit de l'Est et de l'Ouest. Les Américains procèdent généralement par l'intermédiaire de grandes sociétés. Le colonialisme américain se différencie très nettement de celui des vieilles nations européennes. Les empires coloniaux au xix^e siècle étaient le résultat d'une entreprise directe sur les populations par une influence ouverte et déclarée, tandis que le colonialisme du dollar au xx^e siècle agit essentiellement de façon occulte, par l'utilisation de moyens commerciaux, industriels ou de dons ...

A la base de la domination américaine sur les pays sous-développés à position stratégique, on trouve le fait de la pauvreté de l'économie américaine en matières stratégiques.

Tableau de quelques importations vitales pour l'économie des U.S.A. dans la poursuite d'une guerre moderne

Produits	% d'Importation
Chanvre de manille	100 %
Diamants industriels	100 %
Etain, caoutchouc naturel	100 %
Platine	98 %
Chrome	90 %
Nickel	89 %
Antimoine	88 %
Bauxite	85 %
Manganèse	83 %
Colbalt	79 %
Tungstène.....	64 %

La forme principale de cette domination a été la grande société américaine. En Rhodésie, les investissements directs des sociétés américaines (25 millions de dollars en 1950) étaient de 72 millions de dollars en 1960. Trois sociétés y dominent : La Rhodésia Vanium Corporation, la Vanadium Corporation of America et la Rhodesia Cron. De même au Congo belge, des sociétés américaines sont destinées très nettement à prendre le contrôle des matières premières ; depuis l'indépendance du Congo, les Américains se sont beaucoup intéressés à la puissante Union minière du Haut-Katanga. Mais que dire de la domination des U.S.A. sur le Canada, l'Amérique Centrale ou l'Amérique latine.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., la technique de domination semble différente ; l'U.R.S.S. se borne à conduire le commerce extérieur du pays insuffisamment développé. L'offensive russe s'appuie essentiellement sur le commerce extérieur. Nikita Kroutchev déclarait en 1955 au Soviet suprême : « Nous apprécions le commerce international moins pour des raisons économiques que pour des raisons politiques ». Cette affirmation est sans ambiguïté. A la suite de cette déclaration, le commerce du bloc de l'Est avec certains pays sous-développés (notamment avec l'Égypte, l'Inde, la Birmanie, l'Indonésie) a plus que doublé.

Les exportations de l'Est vers les pays sous-développés consistent essentiellement en pétrole, en acier laminé, en tissus de coton, en sucre ; tandis que les importations de l'Est en provenance des pays sous-développés consistent en matières premières en produits agricoles (coton, laine, caoutchouc, oléagineux, riz, thé, café) : pour certains produits le commerce est très important : en 1956, 75% des importations de pétrole de l'Afghanistan venaient de l'U.R.S.S., en 1956 également, l'U.R.S.S. était le principal acheteur de coton égyptien ; en 1958, 150 accords commerciaux ont été conclus entre le bloc de l'Est et les pays sous-développés n'appartenant pas à ce bloc. Malgré l'octroi de quelques biens d'équipement distribués dans des buts de propagande, il n'existe guère de différence entre cette situation établie par accord commercial et celle résultant du pacte colonial.

Le pacte colonial était implicite, l'accord commercial est écrit mais dans les deux cas, le mépris des nations prolétaires est le même.

DEUXIÈME PARTIE

LE PROBLÈME DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE POSÉ PAR LA COMPÉTITION EST-OUEST

La situation stratégique d'un pays sous-développé agit principalement sur la formation du capital. Envisagée sous cette optique, l'aide étrangère perd ses caractères primitifs : elle ne tend pas plus à être accordée en fonction de l'urgence des besoins du pays sous-développé, ou en fonction de critères de rentabilité. Ce qui compte avant tout, c'est l'utilisation du pays sous-développé dans le but de menacer la zone d'influence de l'autre bloc. Dans la décision de l'octroi de l'aide, les critères politiques et militaires prennent le pas sur les critères économiques ou proprement humains.

Mais en face de la compétition Est-Ouest, le pays sous-développé n'est pas entièrement désarmé : il dispose d'une puissance de marchandage, arme redoutable.

Pendant les dernières années, et jusqu'à une date récente, cette compétition s'est accrue, elle est devenue l'un des aspects principaux de la guerre froide ; devant les succès acquis par l'Est, on peut se demander si la politique d'aide pratiquée par l'Ouest est tout à fait adéquate.

A. — *Ligne de conduite des pays sous-développés en fonction de la rivalité Est-Ouest*

La rivalité Est-Ouest peut servir à la croissance économique. Le pays sous-développé disposera là d'un atout sérieux, à condition de savoir utiliser sa puissance de marchandage et de l'employer à des fins économiques.

a) *La tactique de marchandage.*

La pratique de ce procédé exige un gouvernement stable et fort. Si le pouvoir politique est fragile, l'Est comme l'Ouest estimeront inutile l'apport d'un soutien financier important. Dans ce cas, il est très probable que l'équilibre sera rompu, tantôt au profit de l'Est, tantôt au profit de l'Ouest, le résultat sera la prolongation de l'anarchie économique.

En dehors des déclarations de principe de l'un et l'autre camp, le pays sous-développé n'a rien à attendre de l'étranger : chaque bloc refusera de s'engager entièrement, en raison de l'instabilité politique et de l'incertitude de la situation. La tactique de marchandage exige un pouvoir extrêmement fort ; si le pouvoir est instable, les dirigeants des pays industrialisés se borneront à de grandes déclarations et à quelques dons (bibliothèque, hôpital, quelques voitures...) qui ne changeront rien à la situation économique profonde du pays.

Au contraire, si le pouvoir politique est stable et si le gouvernement est assuré d'une certaine durée, les dirigeants du pays sous-développé seront en position forte, tant vis à vis de l'Est que de l'Ouest. Ils pourront même accepter tantôt l'aide de l'un tantôt l'aide de l'autre. Tel est le comportement actuel de tous les gouvernements forts des pays sous-développés, voire de tous les gouvernements dictatoriaux. Ainsi le colonel Nasser reçoit de la main gauche des prêts soviétiques, aussitôt il tend la main droite pour recevoir des prêts américains ou internationaux. La même attitude s'observe chez M. N'Kruma, chez M. SékouTouré ou chez sa Majesté Le Négus. Au lendemain de leur indépendance, de nombreux états africains ont su admirablement profiter de l'aide offerte à la fois par l'Est et par l'Ouest.

Un pays sous-développé en position stratégique, par rapport à un pays sous-développé normal, se trouve dans une situation de force : il est favorisé. Sans doute, l'ex-territoire colonial bénéficie encore d'une aide de son ex-métropole, mais le pays à position stratégique peut obtenir une aide plus importante par l'utilisation du marchandage et cumuler les deux aides à la fois.

Parfois, la tactique de marchandage prend des formes différentes. Le projet de développement (barrage ou usine) sera présenté purement et simplement à l'un des blocs et sera refusé pour un motif quelconque (non rentabilité insuffisance de l'étude, de la main-d'œuvre qualifiée...). Si les dirigeants d'un pays sous-développé à position stratégique savent utiliser ce rejet, ils provoqueront immédiatement la réplique de l'autre bloc. C'est ainsi que la République arabe syrienne s'était vu refuser des crédits occidentaux et des crédits de la B.I.R.D. pour moderniser son port Latakîé. La première préoccupation de l'U.R.S.S. quelques mois après, fut d'accorder les crédits nécessaires à ce projet.

Un pays sous-développé à position stratégique doit donc susciter la réaction de l'un des blocs (acceptation ou refus étant également favorables : l'acceptation assure le financement du projet. Le refus provoque l'aide financière de l'autre bloc. Cette tactique de marchandage, si efficace soit-elle, quand elle est menée par des gouvernements forts, comporte plusieurs inconvénients :

-- Les deux aides ne sont pas toujours complémentaires : lorsqu'un bloc crée des voies de communication, l'autre ne crée pas forcément des usines : ainsi, les effets d'entraînement sont réduits à néant. Dans la politique d'aide, les effets devraient être complémentaires. Quand une infrastructure a été créée dans une région, il faut ensuite créer des usines. Bien souvent, au lieu de créer des usines, le deuxième bloc ne fait que fournir un complément d'infrastructure, ce qui ne permet pas à l'économie de démarrer et accroît les charges pour le pays en voie de développement.

Autre inconvénient, les deux blocs se livrent dans les pays sous-développés dont ils veulent acquérir la sympathie, à une débauche d'investissements sociaux à caractère somptuaire, dont le prix de fonctionnement annuel est estimé à 20% du prix d'établissement. C'est le cas de certains hôpitaux ultra-modernes créés en Afrique. En imposant de lourdes charges de fonctionnement, de telles réalisations handicaperont sérieusement l'avenir.

-- Troisième inconvénient : dans l'hypothèse d'une affiliation à l'un des plans, le pays sous-développé se verra imposer ce type de croissance risquant de ne pas convenir à son économie. Ainsi sous certaines pressions, la Syrie s'est orientée vers une voie socialiste, alors qu'elle dispose d'une classe d'hommes d'affaire tout à fait exceptionnelle et qu'elle aurait pu suivre un développement de type capitaliste avec programmation (le capitalisme moderne n'excluant nullement la planification).

-- Dernier inconvénient : on a très vite fait de glisser du neutralisme bienveillant à la coopération économique, voire même à la satellisation : on peut difficilement croire que la venue de techniciens étrangers n'aura pas d'influence avec le temps à l'intérieur du pays.

La tactique de marchandage dépendra donc de l'habileté avec laquelle les dirigeants du pays sous-développé sauront prolonger la période de valse-hésitation sur le plan diplomatique ; elle dépendra de la façon dont ils valoriseront leur place sur l'échiquier international. Vouloir tout recevoir sans rien donner est impossible, surtout lorsque l'aide financière des nations industrielles est indispensable.



b) Utilisation à des fins économiques de l'aide étrangère reçue à des fins stratégiques.

En principe, l'aide étrangère a tendance à affluer dans les pays à position stratégique. Mais ces investissements sont en général conçus pour accroître le prestige de l'investisseur ou pour favoriser sa force militaire. Les préoccupations de croissance économique sont généralement secondaires. Cependant, les dirigeants d'une économie sous-développée ont souvent l'intelligence de comprendre que rien ne les empêche de profiter de ces facilités financières. Des infrastructures construites à des fins militaires pourront servir à briser la fragmentation des marchés, ou le compartimentage des économies rurales. Ainsi, les routes stratégiques tracées en Turquie par les Américains après la seconde guerre mondiale, ont permis de relier le centre du pays aux zones côtières. Elles ont donné aux zones agricoles d'importants débouchés en ce qui concerne la production des grains. Les observateurs ont également noté par suite de la création d'échanges plus grands entre les campagnes et les villes, une modernisation et une augmentation de la productivité agricoles.

La création de bases américaines a permis de briser l'autarcie de certaines régions rurales et de remédier au sous-développement. Dans d'autres cas, malgré les difficultés, le pays sous-développé à position stratégique pourra chercher à compléter les investissements d'un bloc par l'aide de l'autre bloc. Disposant de ports mais n'ayant pas de flotte, l'Indonésie a eu recours à des navires soviétiques, donnés ou prêtés, par valoriser des ports construits par les Hollandais ou les Américains. De même, l'Égypte a su attirer les capitaux américains pour compléter l'infrastructure soviétique. L'énergie produite par le barrage d'Hassouan doit être utilisée dans des usines financées par des capitaux allemands.

B. — Révision de la politique d'aide de l'Occident dans le cadre de la compétition Est-Ouest

1. Caractères comparés des deux aides.

L'Américain Berliner, après un travail statistique énorme, a écrit un ouvrage sur l'aide économique soviétique, paru en 1960. Il estime que l'aide de l'Est se montait en 1957 à 200 millions de dollars, tandis que l'aide de l'Ouest se montait à plus de 4 milliards de dollars. Comment une différence aussi marquée entre les deux aides se peut-elle solder par des résultats aussi décevants pour l'Amérique et les pays gravitant dans son orbite ?

Cela s'explique aisément si l'on compare la nature des deux aides :

a) L'aide de l'Occident a pour caractéristiques sa dispersion et sa nature : le don.

La pluralité d'institutions s'occupant de l'aide est un fait important. Il existe en Occident un nombre considérable d'organismes susceptibles d'apporter une aide aux pays sous-développés : le fonds d'assistance au développement des U.S.A. s'occupe des pays ne recevant pas d'aide militaire, le fonds de soutien de dépense s'intéresse aux pays recevant

déjà une aide militaire, le fonds de coopération technique se spécialise dans les envois d'experts ou d'équipement, l'organisation des surplus agricoles...

En France, la situation est tout aussi anarchique. L'aide aux pays sous-développés y relève de la direction générale des affaires culturelles et techniques au ministère des affaires étrangères, du ministère de la coopération, du ministère de l'Education nationale, et du ministère de l'Industrie à certains égards. Cette aide constitue l'activité essentielle de nombreux organismes tels que le F.A.C. (Fonds d'Aide et de Coopération); le F.I.D.E.S. (Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social dans les territoires d'outre-mer), le B.R.G.M. (Bureau de Recherches Géographiques et Minières), l'O.R.S.T.O.M. (Office de Recherches Scientifiques et Techniques Outre-Mer), le B.C.E.O.M. (Bureau Central des Equipements Outre-Mer), le B.D.P.A. (Bureau de Développement de la Production Agricole)... etc.

En une telle situation, comment les gouvernements des pays sous-développés pourraient-ils être au courant alors que nos élites elles-mêmes ignorent la majorité de ces organismes ? Et comment éviter les chevauchements et les doubles emplois dans l'aide ?

En outre, l'aide occidentale est dispersée économiquement; elle s'insère dans un plan qui n'est pas économiquement rationnel : on construira une usine et une route mais on oubliera le chemin de fer qui raccorde l'usine à la route, on édifiera des barrages mais on oubliera de faire les études climatologiques nécessaires (ainsi en Algérie, cela est signalé dans les rapports du premier plan Monnet, on a placé certains barrages dans des régions où il ne pleuvait pas).

De plus, cette manne providentielle du bloc occidental est pulvérisée sur un très grand nombre de pays. On la retrouve sous toutes les latitudes. Il suffit qu'un gouvernement de pays sous-développé attire sur lui l'attention américaine par son comportement particulièrement bruyant pour qu'une pluie de dollars se mette à tomber.

L'aide occidentale a pour seconde caractéristique de prendre volontiers la forme du don. François Perroux a célébré il y a quelques années la grandeur morale en économie du don pour donner. Dans les pays en voie de développement, ce don pour donner aboutit très souvent à des gaspillages et mêmes à des catastrophes. Les nations n'ont pas suivi F. Perroux dans sa définition du don : pour elles, don n'est nullement synonyme de générosité. Dans le cas très précis des Etats-Unis, l'assistance militaire directe ou indirecte l'emporte de beaucoup sur l'assistance économique (Cf. la comparaison des chiffres); de plus, cette assistance économique est accordée, non en fonction des besoins du pays mais en fonction de sa puissance économique actuelle ou potentielle.

Les pays sous-développés n'ont pas tardé à comprendre ce mobile égoïste et se sont rebellés contre cette conception du don. Pouvant compter sur une aide gratuite à base du don, les gouvernements de ces pays en ont profité pour mettre à la charge des anciennes métropoles, non seulement leurs dépenses d'investissement mais parfois plus de la moitié de leurs dépenses de fonctionnement. Reculant devant l'effort nécessaire, ces pays sous-développés ajournent indéfiniment le moment où leur économie entrerait dans une phase de « décollage » effectif.

b) L'aide de l'Est est tout à fait différente. Elle se présente sous forme monolithique. Elle ne reconnaît que très exceptionnellement le don et ne recule pas devant l'achat des excédents.

L'aide de l'Est, monolithique, est coordonnée par un seul organisme : le comité pour les relations avec l'étranger, qui relève directement du conseil des ministres de l'U.R.S.S.

Elle est concentrée géographiquement sur un nombre restreint de pays, dont les principaux sont l'Égypte, l'Inde, l'Afghanistan et Cuba.

De plus cette aide financière est accompagnée d'une aide technique très importante : elle envoie à la fois des capitaux et des hommes. Il semble que l'Occident ait oublié jusqu'à une date récente cette forme élémentaire de l'assistance : on envoyait des experts de l'O.N.U. mais ceux-ci s'intégraient rarement à la population, ne connaissant pas le pays et vivant dans des hôtels isolés, leur but essentiel était de réaliser de bons honoraires.

L'aide de l'Est en outre exclut la politique de dons : elle se fonde sur le prêt. Ne pratiquant pas le don, fait essentiel, l'U.R.S.S. peut se contenter de demander des taux d'intérêt inférieurs (taux de 2,5% en général, très rarement 3%). Les taux demandés par les nations de l'Occident ou la B.I.R.D. sont de 6, de 5,5 ou de 5%. Ne demandant que des taux très bas, l'U.R.S.S. est certaine d'être remboursée ; alors que des emprunts de 5 ou 6% demandés dans des pays tels que la Syrie sont très difficilement remboursables.

Plusieurs causes expliquent l'attitude soviétique :

— D'après les techniciens financiers de l'U.R.S.S. le don serait bien trop coûteux : en cela, ils n'ont pas tort.

— Le don aurait un caractère vexatoire ; il porterait atteinte à l'honneur d'un peuple, tandis que le prêt ne blesserait pas la dignité humaine. Le don est un acte de charité qui peut offenser certaines populations de pays sous-développés.

— Les demandes de crédit seraient moins nombreuses si on imposait aux bénéficiaires la charge d'un léger intérêt.

De plus, l'aide de l'Est est fondée sur l'achat de surplus agricoles. Tandis que l'Occident hésite encore dans sa politique de surplus et de soutien au nom des lois du marché, la Russie soviétique pratique une politique d'aide de longue durée. Souvent, elle passe des contrats à long terme pour acheter des excédents de coton à l'Égypte, de sucre à Cuba... et en contre-partie de ses promesses d'excédents, elle accorde au pays un prêt en devise fortes. L'exportation est donc liée à la production excédentaire du pays, et non comme en Occident aux besoins du pays développé importateur.

Par rapport à l'aide de l'Est, l'aide de l'Ouest est donc très coûteuse et très peu efficace.

2. Renforcement de la politique d'aide de l'Occident.

En ce qui concerne la compétition Est-Ouest, l'aide pratiquée par la Russie soviétique est plus efficace que celle pratiquée par l'Occident.

Le renforcement de l'aide de l'Occident serait lié à une révision des techniques tout d'abord. En gardant les mêmes moyens, il serait possible

d'introduire dans l'aide de l'Occident un minimum de cohérence : il faudrait diminuer les organismes d'assistance au lieu de les multiplier comme on le fait dans tous les pays.

Il faudrait également être prêt à intervenir à tous moments à chaque point du globe, mais les réactions de l'Ouest sont d'une lenteur désarmante. Dans le cas de Cuba l'achat de sucre excédentaire (mobile principal de l'affaire), par l'U.R.S.S. a été décidé dans les 48 heures, tandis que les U.S.A. ont attendu plusieurs mois avant de donner leur réponse. Dans le cas de l'Islande, on discute depuis plusieurs années à propos de l'achat de son poisson excédentaire : l'Islande occupe une position — clé au sein de l'O.T.A.N. et depuis deux ans elle exporte 40% de ses poissons vers l'Union soviétique.

Mais la révision des techniques d'intervention de l'Ouest est insuffisante ; il faudrait la compléter par une doctrine économique. Au lieu de proposer un schéma libéral, comme le fait l'Ouest et spécialement l'Amérique, au lieu de vanter les bienfaits du capitalisme, il faudrait opter pour une doctrine plus socialisante et plus planificatrice. Il y a plusieurs voies dans le développement : on s'inspirera des exemples fournis par la croissance japonaise ou le démarrage d'Israël... Le schéma capitaliste et le schéma marxiste ne sont pas les seuls existants. Mais l'Occident, et en particulier l'Amérique commettent une grossière erreur en affirmant uniformément à tous les pays sous-développés que le modèle capitaliste est le seul adoptable. La Syrie demanderait un modèle capitaliste en raison de la valeur de ses entrepreneurs, ce qui n'exclue pas une programmation et des coopératives agricoles.

En deuxième lieu, il devrait être possible de parvenir à l'Ouest à une utilisation plus intelligente des surplus agricoles au lieu de les liquider par des procédures anormales. Ces surplus devraient s'intégrer dans un vaste plan occidental d'aide au Tiers monde. Au lieu d'être considérés comme des conséquences du mauvais fonctionnement du capitalisme ces surplus agricoles deviendrait alors une arme redoutable, d'autant plus qu'à l'Est l'agriculture ne se caractérise précisément pas par son efficacité.

En troisième lieu, il est indispensable d'obtenir une stabilisation des recettes d'exportation. Les pays sous-développés perdent dans les fluctuations du commerce extérieur des sommes supérieures à ce qui est accordé par l'Est et l'Ouest. Il faut créer des organismes pouvant assurer une certaine stabilisation et un minimum vital du revenu des recettes d'exportations.

* * *

Si les attitudes de l'Est et de l'Ouest se différencient et revêtent parfois les apparences de guerre froide, néanmoins l'un de leurs points communs d'entente devrait être la création d'un minimum vital pour les économies sous-développées par l'intermédiaire d'organismes internationaux. Ainsi la rivalité Est-Ouest pourrait s'atténuer en une décennie pour le plus grand bien de la paix mondiale.